

Dans le *Moniteur belge* du 18 mai 2005, à la page 23260, il y a lieu d'apporter dans le texte français de la loi les corrections suivantes :

— Dans le titre et à l'art. 2, les mots « et échange de lettres » doivent être supprimés.

— « Le Ministre adjoint au Ministre des Affaires étrangères » doit être remplacé par « Le Ministre adjoint au Ministre des Affaires étrangères ».

— « Scellé du sceau de l'Etat : » doit être remplacé par « Vu et scellé du sceau de l'Etat : ».

—————
Note

(1) Voir le *Moniteur belge* du 18 mai 2005 (p. 23260-23266).

In het *Belgisch Staatsblad* van 18 mei 2005 moeten op blz. 23260 in de Franse tekst van de wet de volgende verbeteringen aangebracht worden :

— In de titel en in art. 2 moeten de woorden « et échange de lettres » geschrapt worden.

— « Le Ministre adjoint au Ministre des Affaires étrangères » moet vervangen worden door « Le Ministre adjoint au Ministre des Affaires étrangères ».

— « Scellé du sceau de l'Etat : » moet vervangen worden door « Vu et scellé du sceau de l'Etat : ».

—————
Nota

(1) Zie het *Belgisch Staatsblad* van 18 mei 2005 (blz. 23260-23266).

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2005 — 1422

[C — 2005/22450]

22 MAI 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mars 2005;

Vu l'accord de Notre du Ministre du Budget, donné le 22 avril 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.365/3, donné le 2 mai 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 175 de la loi-programme du 24 décembre 2004 a modifié l'article 7bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et que cette modification a pour effet que les personnes visées à l'article 7bis sont soumises à partir du 1^{er} juillet 2005 au statut complet des travailleurs indépendants alors que cet assujettissement obligatoire n'était initialement prévu qu'à partir du 1^{er} janvier 2006;

Considérant que cette anticipation a pour conséquence que le présent arrêté doit entrer en vigueur le plus rapidement possible dès lors que cet arrêté a précisément pour objectif de donner encore un effet utile à l'assujettissement obligatoire au statut complet, et plus particulièrement en ce qui concerne les pensions, pour certains conjoints aidants;

Considérant que les institutions compétentes doivent disposer du temps nécessaire pour adapter leur fonctionnement à ce nouvel arrêté afin d'être totalement prêtes à la date d'entrée en vigueur de l'assujettissement obligatoire au statut complet;

Considérant que des décisions en matière de pensions doivent déjà être prises très prochainement pour lesquelles il pourrait être tenu compte des périodes assimilées en vertu des dispositions de cet arrêté et que lesdites périodes ne peuvent être retenues pour le calcul de la pension qu'au plus tôt à partir du 1^{er} du mois qui suit le paiement de la cotisation due;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Ministre des Pensions,

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2005 — 1422

[C — 2005/22450]

22 MEI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 maart 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 22 april 2005;

Gelet op het advies nr. 38.365/3 van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2005 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 175 van de programmawet van 24 december 2004 artikel 7bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen heeft gewijzigd en dat deze wijziging tot gevolg heeft dat de personen bedoeld in dat artikel 7bis vanaf 1 juli 2005 aan het volledig sociaal statuut der zelfstandigen worden onderworpen daar waar deze verplichte onderwerping oorspronkelijk slechts voorzien was voor 1 januari 2006;

Overwegende dat deze vervroeging tot gevolg heeft dat onderhavig besluit zo snel mogelijk dient in werking te treden aangezien dit besluit juist tot doel heeft de verplichte volledige onderwerping aan het sociaal statuut der zelfstandigen, en meer bepaald op het vlak van pensioen, voor bepaalde meewerkende echtgenoten toch nog nuttig te maken;

Overwegende dat de bevoegde instanties over de nodige tijd dienen te beschikken om hun werking aan dit nieuw besluit aan te passen opdat zij op datum van de inwerkingtreding van de verplichte volledige onderwerping volledig zouden zijn voorbereid;

Overwegende dat reeds zeer binnenkort beslissingen inzake pensioenen dienen te worden genomen waarbij reeds rekening zou dienen te worden gehouden met in toepassing van de bepalingen van dit besluit gelijkgestelde perioden, en dat bedoelde perioden niet mogen in rekening worden gebracht voor de berekening van het pensioen ten vroegste vanaf de 1e van de maand die volgt op de betaling van de verschuldigde bijdrage;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Minister van Pensioenen,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 36 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, abrogé par l'arrêté royal du 20 septembre 1984, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 36. § 1^{er}. Est assimilée à une période d'activité :

1° une période de maximum deux ans située avant le 1^{er} janvier 2003, durant laquelle l'intéressé était marié avec un travailleur indépendant visé à l'article 2 de l'arrêté royal n° 38 et durant laquelle l'intéressé était assujéti volontairement à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteurs des indemnités et assurance maternité, en faveur des travailleurs indépendants;

2° une période de maximum deux ans située avant le 1^{er} janvier 2003, durant laquelle l'intéressé était marié avec un travailleur indépendant visé à l'article 2 de l'arrêté royal n° 38 et durant laquelle l'intéressé n'a ouvert aucun droit propre dans un régime obligatoire de pension, d'allocations familiales et d'assurance contre la maladie et l'invalidité, du chef d'une activité professionnelle propre ou du bénéfice d'une prestation dans le cadre du régime de la sécurité sociale;

3° une période située avant le 1^{er} janvier 2003 durant laquelle l'intéressé était marié avec un travailleur indépendant visé à l'article 2 de l'arrêté royal n° 38 et durant laquelle l'intéressé n'a ouvert aucun droit propre dans un régime obligatoire de pension, d'allocations familiales et d'assurance contre la maladie et l'invalidité, du chef d'une activité professionnelle propre ou du bénéfice d'une prestation dans le cadre du régime de la sécurité sociale.

§ 2. L'assimilation visée au § 1^{er}, 1° ne peut être accordée que s'il est établi que l'intéressé était affilié volontairement auprès d'une caisse d'assurances sociales, durant la période pour laquelle l'assimilation est demandée, pour s'assurer contre la maladie et l'invalidité, secteurs des indemnités et assurance maternité.

L'assimilation visée au § 1^{er}, 1° ne peut être accordée pour l'année au cours de laquelle les cotisations sociales dues par l'intéressé, y compris les majorations et frais éventuels, n'ont pas été payées.

§ 3. L'assimilation visée au § 1^{er}, 2° et 3° ne peut être accordée que moyennant la preuve que l'intéressé a, durant l'année en question, été effectivement actif en tant qu'aidant du conjoint indépendant.

Cette preuve peut être apportée à l'aide des moyens suivants :

1. l'attribution pour cette même année d'un revenu de conjoint aidant conformément à l'article 86 du Code des impôts sur les revenus;

2. des écrits et documents rédigés au cours de cette année-là;

3. des témoignages.

L'assimilation visée au § 1^{er}, 2°, ne peut toutefois pas être accordée pour une année pour laquelle le travailleur indépendant aidé n'a pas payé toutes les cotisations visées à l'article 15, § 1^{er} de l'arrêté royal n° 72.

§ 4. Les assimilations visées au § 1^{er} ne peuvent être accordées que si l'intéressé est né avant le 1^{er} décembre 1970, et pour autant qu'il ne puisse pas justifier, soit dans le seul régime des travailleurs indépendants, soit ensemble dans le régime des travailleurs indépendants et dans celui des travailleurs salariés, soit dans un autre régime de pension, établi par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société nationale des Chemins de fer belges carrière professionnelle située avant le 15 janvier de l'année au cours de laquelle il atteint un des âges visés aux articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997, qui dépasse les deux tiers d'une carrière professionnelle complète après application du § 1^{er}.

En outre, pour les intéressés nés avant le 1^{er} janvier 1956, les assimilations visées au § 1^{er} ne peuvent être accordées que lorsque ceux-ci ont opté, pour une période postérieure au 31 décembre 2002, pour l'assujettissement volontaire aux secteurs prestations familiales, assurance-maladie-invalidité et pension de retraite et de survie en faveur des travailleurs indépendants.

§ 5. Les assimilations visées au § 1^{er} ne peuvent être accordées qu'à la demande de l'intéressé et pour autant qu'il paie une cotisation pour l'année à prendre en considération pour l'assimilation.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 36 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, opgeheven bij koninklijk besluit van 20 september 1984, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 36. § 1. Wordt gelijkgesteld met een periode van bezigheid :

1° een periode van maximum twee jaar, gelegen vóór 1 januari 2003, waarin de belanghebbende gehuwd was met een zelfstandige bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 38 en waarin de belanghebbende vrijwillig onderworpen was aan de verplichte regeling voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, sectoren der uitkerings- en moederschapsverzekering, ten voordele van de zelfstandigen;

2° een periode van maximum twee jaar, gelegen vóór 1 januari 2003, waarin de belanghebbende gehuwd was met een zelfstandige bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 38 en waarin de belanghebbende geen eigen rechten heeft geopend in een verplichte regeling voor pensioenen, kinderbijslag en ziekte- en invaliditeitsverzekering uit hoofde van een eigen beroepsactiviteit of het genot van een uitkering in het kader van het sociale zekerheidsstelsel;

3° een periode, gelegen vóór 1 januari 2003, waarin de belanghebbende gehuwd was met een zelfstandige bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 38 en waarin de belanghebbende geen eigen rechten heeft geopend in een verplichte regeling voor pensioenen, kinderbijslag en ziekte- en invaliditeitsverzekering uit hoofde van een eigen beroepsactiviteit of het genot van een uitkering in het kader van het sociale zekerheidsstelsel.

§ 2. De in § 1, 1°, bedoelde gelijkstelling kan slechts worden toegekend indien wordt aangetoond dat de belanghebbende gedurende de periode waarvoor de gelijkstelling gevraagd wordt, vrijwillig aangesloten was bij een sociale verzekeringskas om zich te verzekeren tegen ziekte en invaliditeit, sectoren der uitkerings- en moederschapsverzekering.

De in § 1, 1°, bedoelde gelijkstelling kan niet worden toegekend voor het jaar waarin de door de belanghebbende verschuldigde sociale bijdragen, eventuele verhogingen en kosten inbegrepen, niet werden betaald.

§ 3. De in § 1, 2° en 3°, beoogde gelijkstellingen kunnen slechts worden toegekend wanneer de belanghebbende aantoonbaar gedurende datzelfde jaar ook effectief actief geweest te zijn als helper van de echtgenoot-zelfstandige.

Dit bewijs kan worden geleverd aan de hand van de volgende middelen :

1. de toekenning voor datzelfde jaar van een meewerkinkomen overeenkomstig artikel 86 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

2. geschriften en documenten die tijdens dat jaar werden opgemaakt;

3. getuigenbewijs.

De in § 1, 1° en 2°, beoogde gelijkstellingen kunnen echter niet worden toegekend voor een jaar waarvoor de geholpen zelfstandige niet alle bijdragen bedoeld in artikel 15, § 1, van het koninklijk besluit nr. 72 heeft betaald.

§ 4. De gelijkstellingen beoogd bij § 1 kunnen slechts worden toegekend indien de belanghebbende geboren is vóór 1 december 1970, en voorzover hij geen loopbaan kan rechtvaardigen, hetzij uitsluitend in het stelsel der zelfstandigen, hetzij in het geheel van het stelsel der zelfstandigen en dat van de loontrekkenden, hetzij in een ander pensioenstelsel gevestigd door of krachtens een wet, een provinciaal reglement of door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, gesitueerd vóór 15 januari van het jaar tijdens hetwelk hij de leeftijd bereikt geregeld door de artikelen 3 en 16 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997, die twee derden overschrijdt van een beroepsloopbaan aangevuld na toepassing van § 1.

Voor de belanghebbenden geboren vóór 1 januari 1956 kunnen de in § 1 beoogde gelijkstellingen bovendien slechts worden toegekend wanneer deze belanghebbenden voor een periode na 31 december 2002 geopteerd hebben voor de vrijwillige onderwerping aan de sectoren gezinsbijslag, ziekte- en invaliditeitsverzekering en rust- en overlevingspensioen ten voordele van de zelfstandigen.

§ 5. De in § 1 beoogde gelijkstellingen kunnen slechts worden toegekend zo de belanghebbende daartoe een aanvraag indient en zo hij voor het jaar dat in aanmerking komt voor de gelijkstelling een bijdrage betaalt.

Le mode de calcul de cette cotisation est fixé par Nous.

§ 6. L'intéressé doit payer la cotisation visée au paragraphe précédent, soit en un seul paiement effectué dans le mois qui suit la notification de la décision de l'Institut national, soit suivant un plan d'apurement arrêté par cet Institut. Ce plan est établi en tenant compte d'un intérêt simple au taux annuel de 6,5 p.c.

§ 7. Les assimilations visées au § 1^{er} ne peuvent être attribuées qu'au cas où le montant total des revenus professionnels du travailleur indépendant aidé et du conjoint aidant, tels que visés à l'article 11, § 2, premier alinéa de l'arrêté royal n° 38, communiqués par l'Administration des contributions directes conformément à l'article 11, § 2, sixième alinéa de l'arrêté royal n° 38, et qui servent de base pour le calcul des cotisations sociales pour l'année en cours de laquelle la demande d'assimilation en application du § 5 du présent arrêté est introduite, ne dépasse pas 15.000 euro adapté aux évolutions de l'indice des prix à la consommation.

Les modalités d'application de l'alinéa précédent sont déterminées par Nous.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2009.

Art. 3. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE
Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

De berekeningswijze van deze bijdrage wordt door Ons vastgesteld.

§ 6. De belanghebbende dient de in de vorige paragraaf bedoelde bijdrage te betalen, hetzij door middel van een eenmalige betaling binnen de maand die volgt op de betekening van de beslissing van het Rijksinstituut, hetzij volgens een door dit Rijksinstituut opgesteld aflossingsplan. Bij het vaststellen van dit plan wordt rekening gehouden met een enkelvoudige intrest van 6,5 pct. per jaar.

§ 7. De in § 1 bedoelde gelijkstellingen kunnen slechts worden toegekend in het geval dat het totaal bedrag van de beroepsinkomsten van de geholpen zelfstandige en van de meewerkende echtgenoot, zoals beoogd in artikel 11, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 38, medegedeeld door de Administratie der Directe Belastingen overeenkomstig artikel 11, § 2, zesde lid, van het koninklijk besluit nr. 38 en die als basis dienen voor de berekening van de sociale bijdragen voor het jaar gedurende hetwelk de in toepassing van § 5 van dit besluit bedoelde aanvraag tot gelijkstelling wordt ingediend, aangepast volgens de schommelingen van het indexcijfer aan de consumptieprijzen, 15.000 euro niet overstijgt.

De toepassingsmodaliteiten van de vorige alinea, worden door Ons bepaald.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2009.

Art. 3. Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 22 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE
De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2005 — 1423

[C — 2005/02071]

1^{er} JUNI 2005. — Arrêté royal portant des mesures de promotion de la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif des usagers des services des centres publics d'action sociale pour la période 2005-2006

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2005, notamment l'article 2.44.4;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Considérant que l'exclusion des personnes défavorisées se situe dans tous les domaines de la vie, y compris la vie sociale et culturelle;

Considérant que l'intégration ces personnes dans la vie sociale doit être encouragée dans tous les domaines;

Considérant que l'épanouissement social et culturel est un droit fondamental;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 avril 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} juin 2005;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intégration sociale,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2005 — 1423

[C — 2005/02071]

1 JUNI 2005. — Koninklijk besluit houdende maatregelen ter bevordering van de maatschappelijke participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van de gebruikers van de dienstverlening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor de periode 2005-2006

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 2004 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2005, inzonderheid op artikel 2.44.4;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Overwegende dat de uitsluiting van de mensen die in armoede leven zich op alle domeinen van het leven situeert met inbegrip van het sociale en culturele leven;

Overwegende dat de integratie van deze personen in het maatschappelijke leven op alle domeinen moet bevorderd worden;

Overwegende dat maatschappelijke en culturele ontplooiing een Grondrecht is;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 11 april 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 juni 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie,